



VEILLE SECTORIELLE

Achats Publics - Action éducative/Restauration scolaire -
Action internationale/Europe
Aménagement et développement des territoires - **Culture**
Droit public / Citoyenneté/ Institutions / Collectivités territoriales
Economie - **Environnement**
Finances publiques/Gestion locale
Fonction publique/Statut - **Formation**
Information/Communication/TIC
Outre-Mer - **Ressources humaines/Management**
Sécurité civile - **Sécurité publique** - **Sciences Humaines/Société**
Social/Santé - **Sport/Loisirs/Tourisme**
Travail/Emploi
Urbanisme/Transports/Logement

NOS NOUVELLES ACQUISITIONS

ACHATS PUBLICS

"Il n'y a pas que le prix qui compte dans la commande publique"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/10/2025, n° 2788, p. 14-15

<https://www.lagazettedescommunes.com/1006759/ugap-il-ny-a-pas-que-le-prix-qui-compte-dans-la-commande-publique-edward-jossa/>

En tant que centrale d'achat, l'Union des groupements d'achats publics (Ugap) dispense les collectivités de passer elles-mêmes leurs marchés. Un service « clé en main » qui fait, depuis quelque temps, l'objet de critiques. Rencontre avec son directeur général, Edward Jossa.

Le médico-social se dote pour la première fois d'une feuille de route pour ses achats

Hospimedia, 22/10/2025

<https://abonnes.hospimedia.fr/articles/20251022-economie-le-medico-social-se-dote-pour-la>

C'est une première dans le secteur du médico-social, qui se dote en ce mois d'octobre d'une feuille de route des achats. Imaginée par l'Anap et la DGCS, elle prévoit la mise en place de formations, de guides et d'outils dédiés au secteur, afin d'assurer coopération, optimisation et durabilité des pratiques.

Marchés publics : les attentes des eurodéputés

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 20

Le Parlement européen prend position sur la future réforme en réclamant simplification des règles et autonomie des autorités publiques.

Les comités consultatifs de règlement amiable

Technicite.fr, 10/2025, n° 386, p. 52-54

Les comités consultatifs de règlement amiable chargés des différends liés aux marchés publics ont été reconduits pour une durée de cinq ans. Le point sur leur rôle, leur fonctionnement et les limites de ces organisations de conciliation.

[Retour sommaire](#)

Atteintes à la probité : entre prévention, répression et management [dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 10/2025, n° 268, p. 11-74

Au sommaire :

- Atteinte à la probité et commande publique : aperçu des différents délits, par Guillaume Barnier
- La passation du contrat troublée par des notions voisines des atteintes à la probité : la fraude et le conflit d'intérêts, par Chloé Bretagnolle et Laurent Givord
- Atteintes à la probité dans la commande publique : analyse statistique, par Pierre-Henri Morand
- Une administration peut-elle recourir aux prestations d'une entreprise créée par son (ancien) agent ? par Élise Untermaier-Kerléo
- Obligation de transparence : applications récentes par le juge administratif, par Alizée Scaillierez
- Détection et signalement des atteintes à la probité dans la commande publique : mécanismes, nuances et préconisations, par Matthieu Kluczynski et Charlotte Grascoeur
- Cartographier les risques d'atteintes à la probité dans la commande publique : une démarche accessible à toutes les administrations, par Quentin Dacier
- Cartographier les risques de corruption : conseils, recommandations, par Michael Goupil
- Atteinte à la probité et responsabilité financière des gestionnaires publics, par Matthieu Henon et Michael Goupil
- L'impartialité et l'indépendance de l'assistant à maîtrise d'ouvrage : une responsabilité de l'acheteur public, par Philippe Guellier et Manon Chemarin
- Infographie : Atteinte à la probité dans la commande publique, par BUY THE MOON
- Le délit de favoritisme freine-t-il l'efficacité de la commande publique ? par Mélanie Hamon
- Atteintes à la probité et contrats publics : une sanction à la hauteur ? par Maëlle Comte

ACTION ÉDUCATIVE / RESTAURATION SCOLAIRE

Animation

Bilan en demi-teinte pour la première année du Pass colo

Banquedesterritoires.fr, 27/10/2025

<https://www.banquedesterritoires.fr/bilan-en-demi-teinte-pour-la-premiere-annee-du-pass-colo>

Lancé en 2024, le Pass colo, qui octroie une aide au départ en colonie de vacances aux enfants de familles modestes, n'a pas eu tous les résultats escomptés. Mais si son manque de notoriété l'a desservi, ses cibles les plus prioritaires se sont toutefois mieux mobilisées.

[Retour sommaire](#)

Où va l'animation [Dossier]

Journal de l'animation (Le), 11/2025, n° 254, p. 23-33

Les dernières grandes annonces ministérielles en direction de la jeunesse remontent au début de l'été 2023. Sarah El Haïry était alors en charge de la Jeunesse et du Service national universel. C'était un autre temps : depuis, avec l'instabilité politique, nous avons aussi connu Prisca Thévenot, Gil Avérous, Marie Barsacq . . . puis Marina Ferrari et, très logiquement, peu de changements voire aucun hormis ceux déjà annoncés, le Pass'colo et la revalorisation du contrat d'engagement éducatif, qui ont été mis en application courant 2024. Pour autant, le secteur est toujours en crise : en manque de financements, en pénurie de professionnels et de volontaires et toujours en quête d'une vraie professionnalisation.

Education

Les assistants d'éducation peuvent être mis à disposition des collectivités territoriales / JABRE LENA

Lagazettedescommunes.com, 13/10/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/1004991/les-assistants-deducation-peuvent-etre-mis-a-disposition-des-collectivites-territoriales/>

Dans une circulaire publiée le 9 octobre, le ministère de l'Éducation nationale présente le cadre de gestion des personnels exerçant les missions d'assistants d'éducation (AED).

<https://www.education.gouv.fr/bo/2025/Hebdo38/MENH2516443C>

École : un guide pour concevoir des bâtiments scolaires inclusifs

Weka.fr, 10/10/2025

<https://www.weka.fr/actualite/education/article/ecole-un-guide-pour-concevoir-des-batiments-scolaires-inclusifs-205470/>

Le dernier recueil de fiches actions du ministère de l'Éducation nationale sur le bâti scolaire vise à adapter les établissements scolaires pour accueillir au mieux tous les usagers.

<https://batiscolaire.education.gouv.fr/sites/default/files/2025-09/cahierpratique-inclusion-a-l-e-cole-v7-pdf-39411.pdf>

De Wikipédia aux IA, comment aider les élèves à comprendre le fonctionnement des outils numériques ? / BRUILLARD Eric

TheConversation.com, 30/09/2025

<https://theconversation.com/de-wikipedia-aux-ia-comment-aider-les-eleves-a-comprendre-le-fonctionnement-des-outils-numeriques-265222>

Comme Wikipédia auparavant, les outils d'intelligence artificielle générative sont sujets à une méconnaissance et à des préjugés chez les élèves et les étudiants, voire chez les enseignants. Comment les aider à mieux comprendre le fonctionnement de ces outils numériques et éviter l'anthropomorphisme ? L'usage de métaphores serait-il une piste fructueuse ?

[↩ Retour sommaire](#)

Laïcité en demande trop à l'école ? [Dossier]

Ecole des parents (L'), 10/10/2025, n° 657, p. 28-62

Au sommaire :

- L'école est-elle attaquée ? - Enquête
- 1905, 2004, 2025. . . Evolutions et révolutions de la laïcité scolaire - Histoire
- Que permet la loi - Cadre juridique
- De la règle de vie au contenu pédagogique - EMC
- Un livre contre l'oubli - Valérie Igounet, historienne - Interview
- La France a-t-elle un problème avec les religions ? - Regards croisés de Philippe Portier, politologue et Nathalie Wolff, spécialiste du droit
- Trois pays, trois regards - Témoignages
- Les jeunes plus religieux que leurs aînés ? - Enquête
- Du fichu au voile - Zoom
- Minorités culturelles. Tradition ou religion ? - Approches transculturelles par Jacques Barou, sociologue, anthropologue et docteur en ethnologie

Restauration collective

Une ferme en régie alimente les écoles et les crèches

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 43

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005880/une-ferme-en-regie-alimente-les-ecoles-et-les-cresches-de-chambray-les-tours/>

La Commune de Chambray-lès-Tours (Indre-et-Loire), a investi dans la création d'une ferme municipale en régie. Le maraîcher produit 13 tonnes de légumes par an.

« 12 000 repas et 30 000 euros d'économie par an » : dans les cantines scolaires du Loiret on réduit le gaspillage alimentaire... grâce à l'IA !

Leparisien.fr, 28/10/2025

<https://www.leparisien.fr/loiret-45/12-000-repas-et-30-000-euros-deconomie-par-an-dans-les-cantines-scolaires-du-loiret-on-reduit-le-gaspillage-alimentaire-grace-a-lia-28-10-2025-DZOQUOR2N5EXNNEN6EQ5IQBLWQ.php>

Turboself, une entreprise installée dans le département du Loiret, a mis au point un outil de prévision testé avec succès dans un lycée orléanais, où le gaspillage alimentaire a été réduit de 30 %. Le département de l'Essonne va le déployer dans ses 100 collèges.

[Retour sommaire](#)

AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Pourquoi les campagnes de prévention sur les inondations sont inefficaces en France / CHEMERIK Fateh, ROUQUETTE Sébastien

TheConversation.com, 28/10/2025

<https://theconversation.com/pourquoi-les-campagnes-de-prevention-sur-les-inondations-sont-inefficaces-en-france-258020>

De plus en plus fréquentes et intenses, les inondations constituent l'un des principaux risques de catastrophes naturelles en France. Elles sont très coûteuses sur les plans humain et matériel. Une étude menée auprès de populations des zones concernées révèle pourtant que les citoyens sont mal informés sur ces risques, malgré l'obligation légale des communes d'organiser des campagnes de prévention. En cause, un risque souvent minoré et une communication inadaptée.

Assainissement : la mise aux normes européennes

Technicite.fr, 10/2025, n° 386, p. 50-51

<https://www.lagazettedescommunes.com/1004140/assainissement%e2%80%89-la-mise-aux%e2%80%afnormes-europeennes/?abo=1>

De nombreuses stations d'épuration françaises ne respectent toujours pas les normes en vigueur. Retour sur les leviers que compte actionner le gouvernement pour y remédier.

À Marseille, le plan Écoles avance, en terrain glissant

Technicite.fr, 10/2025, n° 386, p. 34-35

<https://www.lagazettedescommunes.com/1004103/a-marseille-le-plan-ecoles-avance-en-terrain-glissant/?abo=1>

Malgré quelques déconvenues depuis le lancement de son plan Écoles avec l'État en 2021, Marseille a livré dans les temps sa première vague de travaux. Tenir le calendrier à dix ans paraît cependant ambitieux, d'un point de vue organisationnel comme financier.

Financer la réparation ou la reconstruction d'un pont

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 46-47

Les communes ont jusqu'au 30 juin 2026 pour demander l'aide prévue dans le cadre du Programme national ponts travaux. La démarche demande des études complètes.

Fonction publique : les managers des risques environnementaux s'imposent

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 17/10/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/1004164>

Dans un contexte de changement climatique, le management des risques naturels prédomine dans les collectivités : connaissance, gestion d'ouvrage, gestion de crise, etc.

[Retour sommaire](#)

CULTURE

Baromètre sur les budgets et choix culturels des collectivités territoriales : volet national 2025

Observatoire des politiques culturelles, 22/10/2025

<https://www.observatoire-culture.net/barometre-budgets-choix-culturels-collectivites-territoriales-2025/>

Comment les collectivités territoriales et intercommunalités envisagent-elles l'évolution de leurs dépenses culturelles en 2025 dans un contexte national où il leur est demandé de réaliser des économies budgétaires substantielles ? Quelles sont leurs priorités ? Comment s'orientent leurs choix de politique culturelle ?

Quand la lecture déclenche une symphonie cérébrale

Monde Science & Médecine (Le), 22/10/2025, p. 4-5

https://www.lemonde.fr/sciences/article/2025/10/20/comment-la-lecture-stimule-le-cerveau-favorisant-le-developpement-de-la-memoire-et-de-la-creativite_6648282_1650684.html

Les neuroscientifiques ont analysé les mécanismes en œuvre et sont unanimes sur les bienfaits de la lecture sur les capacités cognitives. Ils encouragent cette activité dès le plus jeune âge alors que les Français lisent de moins en moins consacrant plus de temps aux écrans.

Notre-Dame de Paris. La Cour des comptes retient les leçons d'un succès / LIGNIERES Paul

Droit administratif, 10/2025, n° 10, p. 1-2

Les rapports positifs et élogieux de la Cour des comptes sont suffisamment rares pour être signalés. Son dernier consacré au chantier de la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame après l'incendie de 2019 est remarquable : la Cour constate sans ambiguïté que la restauration a été "menée à bon terme, dans des délais exigeants et pour un coup maîtrisé".

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2025-09/20250903-synthese-Chantier-cathedrale-Notre-Dame-de-Paris.pdf>

Un maire, un projet : il soutient la lecture publique

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 45

Maire de Gradignan (26583 habitants, Gironde), Michel Labardin fête, en octobre 2025 (les 20 ans du salon « Lire en poche » créé et organisé par la mairie

La maire et la nef / LEPRAT Bruno

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 66

Maire de Marcilly-en-Beauce (323 habitants, Loir-et-Cher), Marie-Christine Sauvé a mis trois mandats à restaurer la voûte de la nef de l'église en dépit de vicissitudes de tous ordres.

[☞ Retour sommaire](#)

DROIT PUBLIC / CITOYENNETE / INSTITUTIONS / COLLECTIVITES TERRITORIALES

Guide pour la bonne gestion des collectivités territoriales

Guide de recommandations / POTIER Vincent

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/10/2025, n° 2788, 98 p.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/Cahiers/>

Une gouvernance publique locale exigeante, efficace et orientée vers le bien commun.

A l'heure où de profondes crises politiques et financières mettent à l'épreuve les institutions républicaines, la responsabilité des acteurs publics locaux n'a jamais été aussi déterminante. La qualité de l'action publique ne se mesure pas uniquement à l'équilibre des comptes, mais également à la force des principes, à la clarté des finalités et à la fidélité à une certaine idée de la République. Il s'agit, aujourd'hui plus que jamais, de redresser les finances publiques tout en consolidant le contrat social. Le redressement ne saurait faire oublier l'essentiel : la recherche du bien commun, qui suppose un sens aigu des valeurs, une conscience des exigences, une rigueur dans la gestion des ressources publiques et une capacité à mobiliser les compétences au service de l'intérêt général...

Guide de l'intercommunalité 2025 / DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES, 09/2025, 282 p.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Institution/2.>

Au sommaire :

- Préface
- Cadre institutionnel
- La gouvernance des EPCI à fiscalité propre
- Création et modifications statutaires des EPCI à fiscalité propre
- Les autres formes de coopération intercommunale et locale
- Le statut du personnel et des élus

Distinguer le cultuel du sectaire / DE STEFANO Jérôme

Droit administratif, 10/2025, n° 10, p. 11-17

L'encadrement juridique du phénomène religieux a connu depuis quelques années des mutations significatives : rattachement de la MIVILUDES au ministère de l'Intérieur, loi de 2021 confortant les principes de la République, puis loi de 2024 renforçant la lutte contre les dérives sectaires. Pourtant, la doctrine demeure largement arrimée aux analyses des années 2000, sans interroger la ligne de partage entre groupements cultuels et dérives sectaires. La présente recherche vise à mettre en rapport deux termes souvent traités de façon indépendante - le cultuel et le sectaire - en proposant un critère opératoire de distinction apte à rendre compte de la diversité des statuts, contentieux et sanctions : le respect de l'ordre public, et, plus largement, la subordination à l'ordre juridique étatique.

[Retour sommaire](#)

Démocratie locale : les élus stimulent l'engagement des citoyens

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 32-35

À quelques mois des municipales (15-22 mars 2026), l'intérêt des Français pour la démocratie locale interroge. L'AMF a lancé la campagne « Osez l'engagement ! ». Sur le terrain, les élus tentent des actions pour s'adapter aux évolutions sociétales, misent sur la sensibilisation des plus jeunes et espèrent être rejoints sur leurs futures listes par des forces vives.

Retrait de délégations de fonctions à un élu en fonction de faits commis dans sa vie privée / CHATEAU Jean-Sébastien

Actualité Juridique. Droit Administratif, 20/10/2025, n° 36/2025, p. 1875-1880

La cour administrative d'appel de Paris admet qu'un retrait par un maire de plusieurs délégations données à un élu municipal peut être fondé sur des considérations liées à l'implication dudit élu dans des faits de violences conjugales dès lors que la décision prise par le maire n'est pas inspirée par des faits matériellement inexacts ou étrangers à la bonne marche de l'administration communale.

Cour administrative d'appel de Paris, 11 avril 2025, n° 23PA03920

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000051468350>

Les modalités d'accès à la nationalité française

Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° 3330-3331, p. 44-50

La circulaire du 2 mai 2025 sur les "orientations" relatives à l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique" durcit les critères d'accès à la citoyenneté. De plus, la loi du 12 mai 2025 restreint le droit au sol pour les enfants nés à Mayotte de parents étrangers. Une évolution législative qui nous invite à faire le point sur les différentes situations donnant droit à une personne étrangère de devenir un citoyen français.

<https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45604?origin=list>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051582188>

Les démarches administratives : une épreuve pour 6 usagers sur 10 - Enquête

Defenseurdesdroits.fr, 13/10/2025

<https://www.defenseurdesdroits.fr/les-demarches-administratives-une-epreuve-pour-6-usagers-sur-10-955>

Le Défenseur des droits publie le deuxième volet de son enquête « Accès aux droits », qui porte sur les difficultés et problèmes rencontrés par les usagers avec les services publics dans leurs démarches administratives. Une enquête réalisée auprès de plus de 5000 personnes âgées de 18 à 79 ans, vivant en France métropolitaine.

[Retour sommaire](#)

« La décentralisation doit reposer sur la confiance, la liberté et la responsabilité » : André Laignel

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 12-13

Dans cet entretien, André Laignel, maire d'Issoudun (36) et premier vice-président de l'AMF, rappelle les principes sur lesquels doit reposer un nouvel acte de décentralisation. Il plaide pour un renforcement de l'autonomie financière et fiscale des collectivités. Il rejette toute ponction sur leur budget en 2026.

Décentralisation, finances : l'AMF tient la pression

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 14

Les élus exhortent l'État à confier aux collectivités un pouvoir réglementaire et à cesser de ponctionner leurs ressources.

Le transfert de la compétence « assainissement des eaux usées » : fiche pratique

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 50

Si la loi du 11 avril 2025 a mis fin au transfert obligatoire aux communautés de communes, celui-ci reste possible.

Élections et communication politique : la CNIL publie 6 fiches pratiques pour accompagner les acteurs, Cnil.fr, 21/10/2025

<https://www.cnil.fr/fr/elections-et-communication-politique-la-cnil-publie-6-fiches-pratiques>

Le règlement 2024/900, pleinement applicable depuis le 15 octobre 2025, vient compléter le RGPD afin d'encadrer l'usage croissant des outils numériques dans la sphère politique.

La Commission européenne a récemment publié ses lignes directrices précisant notamment les acteurs concernés, la définition de publicité politique ainsi que la notion d'activités internes.

Pour accompagner les acteurs politiques, la CNIL met à disposition six fiches pratiques portant sur les principaux traitements mis en œuvre dans le cadre de la communication politique

Municipales 2026 : comment bien répondre aux tribunes de l'opposition dans le magazine communal

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 47

<https://www.lagazettedescommunes.com/1003271/municipales-2026-comment-bien-repondre-aux-tribunes-de-lopposition-dans-le-magazine-communal/>

En ces derniers mois avant les élections municipales de mars 2026, les candidats qui font aujourd'hui partie de l'opposition dans leur commune peuvent être tentés de profiter des tribunes d'opposition pour faire de la propagande électorale. Le maire peut y répondre, mais pas n'importe comment. Le point avec l'avocat Philippe Bluteau.

[Retour sommaire](#)

Élections municipales 2026 : les moyens de propagande officielle

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 65

Les circulaires (profession de foi du candidat), les affiches et les bulletins de vote constituent les documents de propagande électorale officielle.

Scrutin de liste paritaire : quel impact en 2026 ?

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 62-63

Dans les communes de moins de 1000 habitants, la réforme du mode de scrutin divise les élus. Si certains y voient une contrainte, d'autres, au contraire, saluent ce changement.

Municipales : la parité en trompe-l'œil

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 16

Une étude de la Caisse des dépôts révèle que la part de femmes élues dans les communes reste minoritaire. Les femmes-maires restent rares.

https://politiques-sociales.caissedesdepots.fr/sites/default/files/Etudes45_vf.pdf

ENVIRONNEMENT

Où sont les friches ?

Ademe.fr, 10/10/2025

<https://infos.ademe.fr/magazine-octobre-2025/ou-sont-les-f>

Recycler les friches fait partie des solutions clés pour allier développement local et zéro artificialisation nette (ZAN). Encore faut-il savoir où elles se trouvent : cartographier le gisement est une étape incontournable. La sobriété foncière peut apporter de nombreux bénéfices pour le territoire... si elle est bien planifiée !

Pourquoi recycler les friches ?

Ademe.fr, 10/2025

<https://infos.ademe.fr/magazine-octobre-2025/pourquoi-recycler-les-friches/>

L'ADEME a plus de 30 ans d'expérience en gestion de sites et sols pollués. Ayant accompagné des centaines de reconversions de friches, elle a pu en constater les effets positifs. C'est pourquoi elle incite aujourd'hui les collectivités à intégrer davantage ce type de recyclage foncier dans leurs projets de développement.

L'Alliance des collectivités pour la qualité de l'air

Technicite.fr, 10/2025, n° 386, p. 44

Pas encore très connue, la toute jeune Alliance des collectivités pour la qualité de l'air ne manque pas de souffle. A l'origine des assises de la qualité de l'air, elle dispose de plusieurs leviers pour porter cet enjeu majeur de santé publique.

[Retour sommaire](#)

Circular city, un outil digital pour la prévention

Technicite.fr, 10/2025, n° 386, p. 40

Indigo réemploi propose aux collectivités d'intégrer sur les pages déchets de leur sites un moteur de recherche qui incite les usagers au don et au réemploi au lieu de jeter. Des collectivités comme Maubeuge et Montpellier s'en sont déjà équipées.

Eau : priorité à « l'utilisation rationnelle »

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 22

Bruxelles propose une stratégie pour assurer la résilience de l'Union européenne. Avec un mot d'ordre : économiser la ressource.

Travailler avec...les Fredon

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 52

Très décentralisé, le réseau sanitaire Fredon (Fédérations régionales de lutte et de défense contre les organismes nuisibles) met au service des collectivités des experts de la protection de l'environnement... et des humains.

FINANCES PUBLIQUES / GESTION LOCALE

Taxe d'aménagement : le financement des politiques environnementales à la peine, Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/10/2025, n° 2788, p. 13

<https://archives.lagazettedescommunes.com/44194949/le-financement-des-politiques-environnementales-a-la-peine>

Les ratés de la réforme de la taxe d'aménagement menacent les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.

Subventions : alerte rouge pour les associations

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/10/2025, n° 2788, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/1006669/subventions-alerte-rouge-pour-les-associations/>

Entre baisses de subventions, instabilité politique et multiplication des appels à projets, le monde associatif alerte sur une crise sans précédent. Leur mobilisation du 11 octobre a mis en lumière un modèle au bord de la rupture.

[Retour sommaire](#)

Budget 2026 : un tour de vis budgétaire sévère pour les collectivités locales / THEURET Johan

Fondation Jean Jaurès, 23/10/2025

<https://www.jean-jaures.org/publication/budget-2026-un-tour-de-vis-budgetaire-severe-pour-les-collectivites-locales/>

Le projet de loi de finances 2026 proposé par le gouvernement imposerait aux collectivités locales un effort budgétaire disproportionné estimé entre 4,6 et 8 milliards d'euros. C'est ce que montre Johan Theuret, co-fondateur du Sens du service public et directeur général adjoint chargé des ressources de la Ville et Métropole de Rennes, dans cette note de l'Observatoire de l'économie de la Fondation. Cet effort pèserait, selon lui, sur les capacités d'investissement des collectivités en direction de la transition écologique et des services publics et remettrait en cause leur autonomie financière.

Stratégie pluriannuelle des financements de la transition écologique et de la politique énergétique nationale (Spafte), année 2

Localtis.info, 28/10/2025

<https://www.banquedesterritoires.fr/strategie-pluriannuelle-des-financements-de-la-transition-ecologique-et-de-la-politique-0>

La 2e édition de la Spafte enseigne qu'en 2024, les investissements bas-carbone, estimés à 113 milliards d'euros, sont en baisse de 3 milliards, après plus d'une décennie de hausse ininterrompue. En cause, une contraction des investissements des ménages (-5 milliards), qui "historiquement, investissent massivement dans la rénovation de leurs logements et dans la construction neuve à haute performance énergétique", deux postes en net recul l'an passé (-3 milliards chacun). Le document estime que les investissements bas-carbone annuels doivent plus que doubler d'ici 2030, et les investissements carbonés être réduits de moitié.

L'impact financier de la péréquation sur le bloc communal

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 28/10/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/1003210/limpact-financier-de-la-perequation-sur-le-bloc-communal/>

Le rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales publié en juin 2025 est l'occasion de s'interroger sur les effets de la péréquation sur le bloc communal. Renforcée au moment de la suppression de la taxe professionnelle, la péréquation vise à atténuer les disparités de ressources entre collectivités territoriales au regard des charges auxquelles elles doivent faire face. Elle contribue à la réduction des inégalités territoriales. Mais quel impact a-t-elle réellement sur les finances du bloc communal ?

Le dialogue de gestion au service du suivi des satellites

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 16/10/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005991/le-dialogue-de-gestion-au-service-du-suivi-des-satellites/>

À l'occasion d'un atelier proposé lors des assises de l'Afigese, le conseil régional de Nouvelle-Aquitaine a partagé la réflexion entreprise il y a trois ans pour améliorer le suivi de ses satellites. Une démarche dans lequel le contrôle de gestion joue le rôle de chef d'orchestre.

Présentation et mise en œuvre du compte financier unique (CFU) / ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE, 09/2025, 6 p.

<https://medias.amf.asso.fr/docs/DOCUMENTS/4acf2d30c63818fd1f1a2ac072d2abcb.pdf>

Le compte financier unique (CFU) est un document budgétaire commun à l'ordonnateur et au comptable. Il se substitue au compte administratif et au compte de gestion. Il met ainsi fin à la double présentation en regroupant ces deux documents en un document unique et deviendra le format nominal de reddition des comptes locaux en 2027.

Le CFU devient obligatoire à compter de l'exercice 2026, c'est-à-dire une production au plus tard au cours du premier semestre 2027 et concerne les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, les services d'incendie et de secours, les centres de gestion de la fonction publique territoriale, le Centre national de la fonction publique territoriale et les associations syndicales autorisées.

<https://www.amf.asso.fr/documents-generalisation-du-compte-financier-unique-cfu-definition-presentation-mise-en-uvre/42808>

Baromètre sur les budgets et choix culturels des collectivités territoriales : volet national 2025

Observatoire des politiques culturelles, 22/10/2025

<https://www.observatoire-culture.net/barometre-budgets-choix-culturels-collectivites-territoriales-2025/>

Comment les collectivités territoriales et intercommunalités envisagent-elles l'évolution de leurs dépenses culturelles en 2025 dans un contexte national où il leur est demandé de réaliser des économies budgétaires substantielles ? Quelles sont leurs priorités ? Comment s'orientent leurs choix de politique culturelle ?

Pourquoi et comment créer une Société Publique Locale (SPL) ? [fiche pratique] AFIGESE, 2025, p. 1-4

<https://afigese.fr/wp-content/uploads/2025/10/Fiches-pratiques-Creation-dune-SPL-version-finale.pdf>

La fiche pratique de l'AFIGESE présente les principes et étapes de création d'une Société Publique Locale (SPL), outil permettant aux collectivités territoriales de mutualiser leurs moyens pour réaliser des projets communs d'intérêt général.

[Retour sommaire](#)

FONCTION PUBLIQUE / STATUT

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - Faits et chiffres - Edition 2025

Ministère de la fonction publique, 10/2025, 196 p

https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/rapport-annuel/ra_2025.pdf

Le rapport annuel sur l'état de la fonction publique vise à diffuser le plus largement possible les données et analyses relatives aux ressources humaines des trois versants de la fonction publique. Il nourrit le dialogue social et contribue au débat public.

Chaque année, les vues dressent un bilan de l'évolution de l'emploi public, des flux de personnels, des rémunérations, de la formation, du temps de travail et de son organisation. Dans la version détaillée du rapport (voir ci-dessous), chacune des vues est complétée par des données mettant en perspective les résultats annuels avec leurs tendances sur des périodes plus longues.

Cette année, le rapport propose également un dossier sur la santé des agents de la fonction publique. Comment évaluent-ils leur état de santé général ? Ont-ils une maladie ou un problème de santé chronique ou durable ? Sont-ils limités à cause d'un problème de santé dans les activités du quotidien ? Quel est leur niveau de bien-être psychologique ?

Dans la rubrique « Autres données », sont mises à disposition celles couvrant des thématiques diverses allant de la politique sociale aux accidents du travail et exposition aux risques professionnels en passant par la représentation sociale.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/rapport-annuel/cc-2025-web.pdf>

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/300565-rapport-2025-sur-la-fonction-publique-focus-sur-la-sante>

Le cadre d'emplois des techniciens territoriaux [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/10/2025, n° 2788, p. 32-33

<https://www.lagazettedescommunes.com/57370/les-techniciens-territoriaux-en-10-questions/>

Les techniciens territoriaux exercent leurs fonctions dans tous les domaines techniques en lien avec les compétences des collectivités territoriales ou des établissements publics qui en relèvent.

Ils sont recrutés aux premier et deuxième grades par concours, promotion interne ou avancement de grade. L'accès au dernier grade intervient au titre de l'avancement.

Ce cadre d'emplois est régi par son statut particulier ainsi que par les dispositions statutaires communes aux fonctionnaires territoriaux de la catégorie B.

[Retour sommaire](#)

La DGAFP et L'ENA-INSP depuis 1945, deux actrices de l'histoire et de l'avenir de la fonction publique

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 10/2025, n° 10, p. 465-480

Au sommaire :

- La DGAFP : d'une direction d'état-major à la DRH de l'État ? par Nathalie Colin
- De l'ENA à l'INSP : si le grain ne meurt. . . par Ferdinand Mélin-Soucramanien
- Une direction pour refonder la fonction publique ? par Émilien Ruiz
- Paroles de DGAFP par Nathalie Colin, Paul Peny, Carine Soulay et Jean-François Verdier

Comment faire cohabiter agents et salariés [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 32-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005232/economie-mixte-regie-comment-faire-cohabiter-agents-et-salaries/>

Dans une régie à seule autonomie financière, il est possible d'avoir, à la fois, des salariés de droit privé et des agents de droit public. Avec un risque de décalage entre les rémunérations et l'évolution professionnelle, à poste équivalent, source de tensions.

Passer du public au privé, et inversement, en disponibilité ou définitivement, suppose un cadre juridique et comptable déterminé à l'avance par la DRH, en interne ou en externe, afin de prendre en compte toutes les difficultés éventuelles.

Entre la volonté de créer une politique employeur commune et celle de laisser les satellites mener leur propre politique de gestion des ressources humaines, en autonomie, l'important est de connaître les bonnes pratiques et d'anticiper.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/44166910/les-societes-publiques-locales-des-quasi-regies-de-droit-privé>

<https://archives.lagazettedescommunes.com/44166914/-quand-deux-mondes-se-regardent-ils-voient-souvent-les-avantages-de-l-autre>

FORMATION

Les obligations déontologiques s'imposent-elles aux agents lors des formations ? / BOVI HOSY Géraldine

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/10/2025, n° 2788, p. 58-60

<https://www.lagazettedescommunes.com/1007718/agents-publics-en-formation-le-point-sur-la-sanction-des-manquements-aux-obligations-deontologiques/>

L'agent en formation reste en position d'activité et doit respecter ses obligations déontologiques. Dans cette analyse, Géraldine Bovi-Hosy, formatrice juridique, fait le point sur les obligations et marges de manœuvre des organismes de formation et des autorités hiérarchiques quand une sanction de l'agent s'impose.

[↩ Retour sommaire](#)

Diplômes du travail social : la réforme entérinée malgré les polémiques

Lagazettedescommunes.com – Club Santé social, 21/10/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/1006764>

La nouvelle version des cinq diplômes du travail social de niveau licence entrera bel et bien en vigueur en septembre 2026. Selon ses partisans, parmi lesquels Régions de France, la réforme devrait renforcer l'attractivité de ces formations délaissées. À l'inverse, des organisations professionnelles et certains syndicats dénoncent une dévalorisation des diplômes.

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005315>

L'évaluation de la formation à l'ère de l'IA, 07/10/2025

<https://affen.fr/pedagogie/evaluation-de-la-formation-a-lerre-de-lia/>

Qu'évaluons-nous lorsque nous parlons d'évaluation de la formation ? Est-ce la mémoire des connaissances, l'habileté à appliquer une compétence ou l'adaptabilité d'un talent à un environnement non anticipé ? Depuis les sophistes, jusqu'aux grandes batteries de tests standardisés, chaque outil d'évaluation incarne un paradigme différent, mais l'évaluation n'est toujours que le reflet d'une certaine vision du savoir. Avec le numérique et l'intelligence artificielle, un paradigme nouveau émerge dans l'évaluation avec une promesse de standardisation nouvelle. L'évaluation, est-elle encore l'affaire des experts qui définissent des référentiels ou des algorithmes qui nous suivent à la trace ? Qu'est-ce qui se joue dans cette évolution ? S'agit-il comme on nous l'annonce d'une révolution de l'évaluation la formation ? De quoi s'agit-il concrètement ?

L'analyse de la formation et de l'apprentissage, deuxième pilier de la didactique professionnelle / MAYEN Patrick

Education permanente, 09/2025, n° 244, p. 9-21

Parmi les défis que doit affronter la didactique professionnelle, on peut identifier tous ceux qui concernent les ellipses, les oublis, les ambiguïtés et aussi, pour certains aspects, une trop grande complexité de son cadre théorique ou de ses méthodes. Comme nous le rappelons dans l'éditorial de ce numéro, l'un des enjeux actuels est de clarifier son système de concepts et de méthodes afin de les rendre plus facilement accessibles, compréhensibles et appropriables par ceux qui sont amenés à "faire de la didactique professionnelle, pour reprendre le titre du colloque tenu à Toulouse au printemps 2025.

Accompagnement des parcours professionnels : une "soutenabilité" du travail à interroger

Inffo formation (L'), 01/11/2025, n° 1107, p. 22-23

À la demande du Carif-Oref des Pays de la Loire, le consultant André Chauvet a conçu une journée de formation "Intégrer les enjeux écologiques dans le travail d'aide à l'orientation". Objectif : aider les professionnels de l'accompagnement et de l'orientation à clarifier leur rôle autour de cette question et leur fournir des outils mobilisables auprès de leurs publics.

[☞ Retour sommaire](#)

INFORMATION / COMMUNICATION / TIC

Responsable des données territoriales : stratégie, gouvernance, animationl'art de manager la data

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 27/10/2025, p. 28

<https://www.lagazettedescommunes.com/1006696/strategie-gouvernance-animation-lart-de-manager-la-data/>

Le manager des données est chargé d'assurer leur qualité, leur circulation, ainsi que leur utilisation optimale au service des politiques publiques.

Les maires au cœur des territoires connectés /

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 26-27

Si la mutualisation des investissements s'impose, l'implication des communes dans le projet est la garantie de leur succès.

L'information géographique rend la ville accessible

Technicite.fr, 10/2025, n° 386, p. 26

Depuis 2013, Lorient déploie un calculateur d'itinéraire incluant l'accessibilité piétonne. Les outils développés sont libres d'accès et disponibles pour toutes les collectivités qui voudraient se lancer.

OUTRE-MER

En Guyane, un afflux de réfugiés haïtiens

Monde (Le), 23/10/2025, p. 13

Porte d'entrée de l'Europe pour les Haïtiens notamment, le département a vu les demandes d'asile multipliées par trois en 2024. Engorgés, les services de l'Etat peinent à respecter les délais légaux d'enregistrement et, à plusieurs reprises, la justice a enjoint à la préfecture d'accélérer.

Mayotte : les trois versants de la fonction publique se forment de concert

Info formation (L'), 01/11/2025, n° 1107, p. 20

Une convention tripartite, signée récemment, permet aux trois fonctions publiques - d'État, territoriale, hospitalière - de mutualiser les moyens de formation à Mayotte.

Finances - pour davantage de soutien aux investissements ultramarins

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 9

<https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/p>

Un rapport sénatorial du 1er octobre formule onze recommandations pour soutenir l'investissement en outre-mer. Objectif : pallier les failles des contrats de convergence et de transformation qui ont remplacé, en 2019, les contrats de plan Etat-Région.

<https://www.senat.fr/rap/r25-005/r25-005.html>

[Retour sommaire](#)

Vie chère en Martinique : "On est toujours pris au piège"

Libération, 16/10/2025, p. 10-11

<https://www.liberation.fr/economie/conso/vie-chere-en-martinique>

En octobre 2024, au terme de plusieurs semaines de manifestations et négociations, un accord avait été entériné pour faire baisser les prix de certains produits alimentaires. Un an après, le coût de la vie reste pourtant toujours aussi élevé sur l'île.

La Nouvelle-Calédonie, une urgence pour Lecornu

Monde (Le), 16/10/2025, p. 12

https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/10/14/ce-que-dit-le-projet-de-loi-constitutionnelle-sur-la-nouvelle-caledonie_6646637_823448.html

Lors de sa déclaration de politique générale, le premier ministre, Sébastien Lecornu, a estimé que ce texte adopté en conseil des ministres mardi 14 octobre était une « urgence ».

Rapport d'information (...) sur le soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines / FOUASSIN Stéphane, PATIENT Georges

Sénat, 10/2025, 98 p.

<https://www.vie-publique.fr/rapport/300424-senat-rapport-soutien-de-etat-investissement-collectivites-ultramarines>

Les territoires ultramarins sont soumis à des besoins d'investissements auxquels les collectivités ne peuvent répondre sans un soutien spécifique de l'État.

Les dépenses d'investissements, dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), représentent en moyenne 1 519 euros par habitant en 2024 alors qu'elles s'élèvent à 1 155 euros par habitant, dans l'hexagone. Cela s'explique notamment par l'impératif de convergence économique des territoires ultramarins. Le coût élevé de la vie en outre-mer pèse sur les dépenses de fonctionnement des collectivités ultramarines.

RESSOURCES HUMAINES / MANAGEMENT

Ressources humaines

Quel sens du travail face aux enjeux RH actuels ? - [Convention 2025]

Intercommunalites.fr, 17/10/2025

<https://www.intercommunalites.fr/actualite/convention-2025-quel-sens-du-travail-face-aux-enjeux-rh-actuels/>

Les politiques RH de nos collectivités, soumises à de nombreuses contraintes, cherchent à s'adapter aux évolutions du travail. Place de l'intelligence artificielle entre injonctions, usages spontanés et apports réels ; rapport au temps entre urgences, projection à échéance lointaine et organisation du travail ; souci de l'attractivité des recrutements et de la fidélisation des agents : autant d'enjeux qui portent leurs propres implications en matière de RH. Comment, dans ce contexte, penser le sens au travail ?

[Retour sommaire](#)

Boîte à outils pour la déclinaison opérationnelle du cadre d'usage de l'IA en GRH publique : intégration et utilisation de l'IA en GRH publique - fiche opérationnelle 1 / DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Fonction-publique.gouv.fr, 10/2025

https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/publications/publications-dgafp/IA/Fiche-operationnelle-1_Integration-et-utilisation-de-IIA_A.pdf

L'intégration et l'utilisation de nouveaux outils numériques de GRH faisant appel à l'IA au sein d'une structure publique laissent présager de bénéfices en termes d'amélioration tant des conditions de travail des agents publics que du service rendu aux usagers.

Elles génèrent également un certain nombre de questions eu égard aux risques, internes ou externes, susceptibles d'être encourus par la structure, ses agents ou les usagers, du fait d'une utilisation mal maîtrisée de l'IA dans les processus de GRH publique.

Le dossier individuel des agents [Dix questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 30-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/233853/le-dossier-individuel-des-agents-territoriaux-en-10-questions/>

Le dossier individuel des agents territoriaux doit comporter toutes les pièces intéressant leur situation administrative. Elles sont enregistrées, numérotées et classées sans discontinuité.

Dans le dossier individuel de l'agent, l'administration ne doit pas faire état des opinions ou des activités politiques, syndicales ou religieuses de l'intéressé.

Le dossier peut être créé et géré, en tout ou partie, sur support électronique, à partir de documents numérisés ou produits directement sous forme électronique.

Il n'y a pas d'âge pour booster sa carrière

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 22-24

<https://www.lagazettedescommunes.com/1006150/il-ny-a-pas-dage-pour-booster-sa-carriere/>

L'âge de départ à la retraite recule ? Aucun problème pour certains agents, qui, bien qu'âgés de 50 ans ou plus, ne voient pas pourquoi ils ne passeraient pas un concours ou n'accéderaient pas à davantage de responsabilités.

Pénibilité : les risques psycho-sociaux aux abonnés absents

Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° 3330-3331, p. 21-23

Le "conclave" sur les retraites aurait pu enclencher une embauche de prise en compte de la pénibilité psychique ou émotionnelle au travail. Raté ! La question d'un élargissement des critères de reconnaissance des souffrances physiques ou mentales est restée à l'arrêt, malgré la forte demande du secteur social et médico-social.

[Retour sommaire](#)

Mieux intégrer la santé et le corps des agentes dans les politiques RH locales / BIGET Carine

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 10/2025, n° 10, p. 463-464

Santé menstruelle, parentalité, ménopause, usure professionnelle féminine : ces réalités sont encore peu prises en compte dans les politiques de ressources humaines au sein des collectivités, souligne un groupe d'élèves administratrices territoriales dans un guide publié en juillet 2025, à l'initiative de l'Association des administrateurs territoriaux de France (Le corps des femmes dans les politiques locales, anatomie d'un impensé). Ce guide, à l'attention des acteurs publics locaux, appelle à « penser le corps des femmes non comme une faiblesse à dissimuler, mais comme une réalité à intégrer pour mieux concevoir le service public de demain » et formule des pistes d'action pour mieux traiter ces enjeux. Rencontre avec les administratrices territoriales autrices du guide, Marthe Longuet, Mandine Pichon-Paulard, Lucie Faillie, Margaux Rocco et Gaëlle Henry.

<https://www.eleve-administrateur-territorial.fr/le-corps-des-femmes-dans-les-politiques-locales-anatomie-dun-impense-un-guide-pour-mieux-integrer-les-enjeux-corporels-et-de-sante-des-femmes/>

Management

Les identités professionnelles à l'épreuve de l'intelligence artificielle / HALPERN Gabrielle

Fondation Jean Jaurès, 15/10/2025

<https://www.jean-jaures.org/publication/les-identites-professionnelles-a-lepreuve-de-lintelligence-artificielle/>

Comment l'intelligence artificielle (IA) reconfigure-t-elle nos métiers et, plus profondément, notre rapport à l'identité professionnelle ? Si « on devient ce que l'on fait », que devient-on lorsque l'on délègue une partie de son activité à une machine ? En s'appuyant sur les sciences cognitives et sur une série d'entretiens, la philosophe Gabrielle Halpern montre que l'IA influence nos gestes, nos réflexes et même notre cerveau, risquant d'uniformiser les compétences et les identités. Mais tout dépend de la relation que nous entretenons avec l'outil et de ce qu'on lui délègue.

Élus et cadres dirigeants : la clé du mandat repose sur une relation de confiance

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 10-11

Une fois élue, l'équipe municipale doit transformer son programme en actions. Le secrétaire général de mairie ou le directeur général des services gère la mise en œuvre.

[Retour sommaire](#)

Création de sens et nudge management, une approche combinée pour analyser la résilience des collectivités territoriales face aux crises /

ALEXANDRE BOURHIS Nathalie, MECHIN DELABARRE Aude

Gestion et management publics, 2025, p. 61-84

<https://shs.cairn.info/revue-gestion-et-management-public-2025-4-page-61>

Cet article traite de la capacité de résilience des collectivités territoriales face aux crises et aux conséquences possibles de ces événements, vécus par les acteurs publics, sur les pratiques managériales. Nous nous basons sur la théorie du sensemaking de Weick et sur les apports des sciences comportementales. Ce double ancrage théorique nous permet, d'une part, d'analyser les solutions mises en œuvre lors de la crise de la Covid-19, en 2020 et 2021, par les collectivités territoriales pour assurer la continuité des services publics et, d'autre part, d'aborder le management public sous un nouvel angle, en mobilisant des nudges. Partant du constat que les apports de l'économie comportementale ont rarement été utilisés dans le cadre de transformations organisationnelles, notre réflexion porte sur la manière de repenser les modes de gestion en utilisant des moyens incitatifs. En effet, nous examinons en quoi, dans un contexte de crises récurrentes, le nudge management est une méthode qui crée les conditions favorables à la résilience des organisations publiques locales. Dans cette recherche, six entretiens exploratoires ont été réalisés avec des cadres territoriaux et quatre-vingt-deux articles d'une revue professionnelle ayant recueilli des témoignages entre mars 2020 et novembre 2022 ont été analysés à la lumière des sources de résilience organisationnelle (l'improvisation et le bricolage, le système des rôles virtuels, l'interaction respectueuse, la sagesse) identifiées par Weick. L'analyse des données tend à montrer que des nudges peuvent contribuer à activer ces sources de résilience pour surmonter une crise. Cependant, leur impact sur le comportement des agents publics ne peut être que limité. En effet, plus que le nudge, c'est la démarche de nudging, de la conception à la mise en œuvre d'une combinaison de nudges, qui importe en tant que processus destiné à stimuler la prise d'initiative et les interactions bénéfiques entre les agents publics. Notre recherche montre également que l'attitude de sagesse, qui se caractérise notamment par la prise de recul, est difficile à appréhender à l'aide de verbatim. Paradoxalement, bien qu'insaisissable, elle semble remplir une fonction directrice en guidant le comportement des acteurs pendant et après la crise. Elle incite à la recherche d'un juste équilibre entre prudence et confiance, renvoyant à la notion de nudge plus, outil qui prône la réflexion et la transparence. L'adjonction d'éléments réflexifs aux nudges ouvre des perspectives pour concilier l'efficacité opératoire du nudging et le risque de manipulation.

SÉCURITÉ CIVILE

Sécurité civile : la Seine-Maritime fédère les acteurs

Maires de France, 10/2025, n° 438, p. 28

<https://www.mairesdefrance.com/m/article/?id=28661>

Le SDIS crée un « conseil des acteurs de la sécurité civile » pour renforcer le partage d'expérience.

[Retour sommaire](#)

Risques : "Mieux reconstruire après inondation"

Technicite.fr, 10/2025, n° 386, p. 28-29

Ce dispositif, lancé par l'Etat après la tempête Alex, reste expérimental alors que la question de l'adaptation du bâti existant apparaît essentielle pour diminuer le coût des dommages.

Au congrès du Mans, la colère froide des sapeurs-pompiers

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 10

<https://www.lagazettedescommunes.com/1004946/au-congres-du-mans-la-colere-froide-des-sapeurs-pompiers/>

Le Congrès national des sapeurs-pompiers de France, qui s'est tenu du 7 au 11 octobre 2025 au Mans (Sarthe) a été dominé par le mécontentement affiché des soldats du feu en attente de nombreux arbitrages concernant le volontariat, le secours à personne, les moyens matériels ou encore, enjeu fondamental pour les départements, l'avenir du financement des services d'incendie et de secours. Le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Bruno Retailleau, a tenté d'éteindre le feu par une série d'annonces.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Brigades cynophiles dans les lycées, sûreté ferroviaire... les régions continuent d'investir le champ de la sécurité / TENDIL Michel, FORTIN Frédéric

Localtis.info, 23/10/2025

<https://www.banquedesterritoires.fr/brigades-cynophiles-dabns-les-lycees-surete-ferroviaire-les-regions-continuent-dinvestir-le-champ>

Sécurité dans les territoires : réalités, nouveaux enjeux et contrat social

Fondation Jean Jaurès, 22/10/2025

<https://www.jean-jaures.org/publication/securite-dans-les-territoires-realites-nouveaux-enjeux-et-contrat-social/>

Alors que les débats nationaux sur la sécurité se réduisent trop souvent à des slogans, les maires, eux, font face à la réalité. Chaque jour, ils répondent aux inquiétudes des habitants, gèrent les tensions, accompagnent les familles, réparent le lien. Ils savent que la sécurité est l'alliance entre répression, prévention, fraternité, présence humaine et confiance retrouvée. Dans cette note, les maires réunis dans le collectif Le Printemps des maires reviennent sur ce qu'ils vivent sur le terrain et font des propositions pour des réponses locales, humaines et efficaces en matière de sécurité.

[Retour sommaire](#)

Les enjeux financiers des polices municipales – Nouveaux éclairages /
Observatoire des finances et de la gestion publique locale, 10/2025, 24 p.

https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2025/ofgl/2025/OFGL_Cap_sur_29_Nouveaux_Eclairages_Polices_municipales_13_10_2025.pdf

En octobre 2024, l'Observatoire des Finances et de la Gestion publique Locales (OFGL) a publié une première étude sur les polices municipales dans sa collection dédiée aux analyses thématiques : « Cap sur...les enjeux financiers des polices municipales ». Cette publication chiffrait pour la première fois l'ampleur des niveaux de dépenses nécessaires au sein du bloc communal pour assurer ce service public de sécurité, et s'attachait à décrire les disparités de niveaux de dépenses entre les communes ainsi que les facteurs qui pouvaient expliquer ces différences.

La présente publication s'inscrit dans la continuité de la précédente étude avec pour double objectif d'actualiser les chiffres concernant les enjeux financiers et d'approfondir le thème de l'armement comme facteur différenciant des niveaux de dépenses.

Le concours de la police générale du maire et de la police spéciale de la fermeture temporaire des débits de boissons / DAILLY Lilian

Actualité Juridique. Droit Administratif, 20/10/2025, n° 36/2025, p. 1882-1887

La police spéciale confiée à l'Etat par les articles L. 3332- 15 et L. 3332- 16 du code de la santé publique ne permet au maire d'intervenir pour fermer temporairement un débit de boissons, sur le fondement de ses pouvoirs de police générale, qu'en cas de péril imminent. Le Conseil d'Etat a jugé que la décision d'un maire d'ordonner la fermeture d'un bar- tabac, nonobstant des troubles de voisinage en lien avec des nuisances sonores et le stationnement irrégulier de véhicules à proximité immédiate de l'établissement, ne relevait pas d'un tel cas de figure.

Conseil d'Etat, 10 juillet 2025, Société Le Magistral, n° 488023

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000051883187>

SOCIAL / SANTÉ

Les maires et la santé publique : des moyens d'action aussi variés qu'essentiels

Vie-publique.fr, 24/10/2025

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/300460-les-maires-et-la-sante-publique-quels-moyens-daction>

Créer et financer des centres de santé, attirer des soignants libéraux, défendre des structures de soins... Les interventions des municipalités en matière de santé sont variées. Elles dépassent largement celles d'une "police sanitaire", c'est-à-dire la prévention des épidémies et des infections. Quels en sont les enjeux et les défis ?

[Retour sommaire](#)

Le haut-commissariat à la Stratégie et au Plan prône un renforcement tous azimuts de la politique santé-environnement

Banquedesterritoires.fr, 29/10/2025

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-haut-commissariat-la-strategie-et-au-plan-prone-un-renforcement-tous-azimuts-de-la-politique>

Le haut-commissariat à la Stratégie et au Plan a remis, ce 29 octobre 2025, une somme colossale de cinq rapports consacrés à l'évaluation des politiques de santé environnementale. Il s'agit de "l'étude de politiques publiques la plus complète et la plus à jour sur cette question de société", a relevé le haut-commissaire, Clément Beaune. Nombreuses, variées mais souvent disparates, selon les quatre facteurs environnementaux objet ici d'un focus - pesticides, PFAS, particules fines (dans l'air) et bruit -, les politiques santé-environnement souffrent entre autres d'une fragmentation entre les échelles européenne, nationale et locale. Il s'agit pourtant d'un enjeu crucial, qui fera l'objet d'exigences croissantes, comme l'ont montré les vifs débats autour de la loi Duplomb ou l'émergence de la question des polluants éternels (PFAS). Plusieurs pistes de recommandations sont formulées pour "agir mieux", certaines intéressant directement les collectivités territoriales, dont l'accompagnement y compris financier doit être accru sur la planification régionale, la dépollution de l'eau potable, la résorption des points noirs du bruit ou la lutte contre la pollution de l'air.

« La santé des femmes est encore mal comprise et trop souvent ignorée », déplore un collectif de soignants - [Tribune]

Lemonde.fr, 16/10/2025

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/10/16/la-sante-des-femmes-est-encore-mal-comprise-et-trop-souvent-ignoree-deploire-un-collectif-de-soignants_6647102_3232.html

Dans une tribune au « Monde », un collectif de chercheurs, soignants, acteurs de la société civile et personnalités publiques alerte sur la négligence qui pèse souvent sur la santé des femmes, notamment en raison de stéréotypes de genre tenaces.

Adrien Taquet : "Il faut laisser le temps aux professionnels de s'approprier une loi", Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° Supplément au n° 3330/3331, p. 40-42

L'ancien secrétaire d'Etat chargé de l'enfance et des familles (2019-2022) a porté la dernière grande loi de protection de l'enfance, du 7 février 2022. Pour ASH, il revient sur les suites données au texte et l'évolution des politiques publiques de l'enfance.

Autonomie : les MDPH victimes de leur succès [EN BREF]

Journal des acteurs sociaux, 07/2025, n° 296, p. 18

Selon le bilan publié récemment par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) s'occupent dorénavant de 6,3 millions d'usagers.

<https://www.cnsa.fr/publications/rapport-dactivite-des-maisons-departementales-des-personnes-handicapees-mdph>

[Retour sommaire](#)

Face aux défis du grand âge, interpeller et agir [Dossier]

Territoires du social, 10/2025, n° 562, p. 16-23

Au sommaire :

- Les innovations des CCAS - L'enquête nationale de l'Unccas : les CCAS et l'habitat des seniors
- Point de vue experts :
- Où en est-on avec l'intergénérationnel ?, Serge Guérin
- Le Cercle Vulnérabilités et Société plaide pour l'intervention de l'échelon local, Tanguy CHATEL
- La parole de l'Unccas :
- "Nommons des adjoints au vieillissement !", Véronique BESSE
- "L'isolement est un drame social", Isabel Madrid

Regard sur 70 ans de sans-abrisme / BRICE Pascal, BOUGRAS Emmanuel

Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° 3330-3331, p. 68-70

Il y a soixante-dix ans, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et les ASH sont nées dans un pays où persistait une lourde crise du logement, stigmate des destructions de la Seconde Guerre mondiale, alors même que la natalité avait pris un essor dès 1938.

L'action sociale publique était tout juste naissante, en complément de la sécurité sociale. Par la suite, et jusque dans les années 2000, la France a fait massivement reculer le sans-abrisme et l'habitat indigne. Elle s'est reconstruite et considérablement développée sur fond de « boom » démographique, d'exode rural, de rapatriements d'Algérie, d'immigration de travail, de construction massive de logements sociaux bénéficiant jusqu'aux classes moyennes.

Atlas de la pauvreté et des inégalités sociales -Mieux comprendre les inégalités de richesse et du chômage.

Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2025, 32 p.

<https://solidarites.gouv.fr/le-cnle-publie-son-premier-atlas-de-la-pauvrete-et-des-inegalites-sociales-un-outil-pour-mieux-comprendre-les-realites-territoriales-de-la-pauvrete-en-france>

Ce nouvel outil cartographique et analytique vise à éclairer les politiques publiques en offrant une lecture fine et territorialisée des contextes de pauvreté en France.

Réalisé par les géographes Olivier Milhaud Samarina (Sorbonne Université) et Antonine Ribardièrre (Université Paris 1), avec la participation du cartographe Cyprien Deloget (Sorbonne Université), l'Atlas propose une série de cartes et d'analyses croisées sur la pauvreté monétaire, les inégalités de niveau de vie et le chômage, à l'échelle des départements et des intercommunalités (EPCI).

[Retour sommaire](#)

Quel travail social face aux enjeux écosociaux ? [Dossier]

Vie sociale, 10/2025, n° 50-51, p. 21-229

<https://shs.cairn.info/revue-vie-sociale-2025-2?lang=fr>

La transition écologique pose la question des inégalités sociales et de la justice sociale. Il faut comprendre les crises climatiques : quelles en sont les causes ? Quels impacts sur les systèmes naturels et les populations ? sur les enjeux énergétiques ? droit à un logement convenable, à un environnement sain et durable, à la santé, à l'eau et à l'assainissement ? Qu'est-ce que la justice climatique ?

Les travailleurs sociaux ont un rôle très important à jouer dans l'humanisation du changement climatique en mettant en évidence les liens étroits qui existent entre ce dernier et les inégalités sociales. Comment faire prendre en compte l'importance de l'écologie dans l'analyse de ces inégalités ? Comment intégrer les enjeux écologiques au sein des cursus de formation ? Comment rendre « vertes » les institutions sociales ?

Cette réflexion permet d'appréhender le changement climatique comme un phénomène fondamentalement injuste ; il s'agit de comprendre, avec une lecture critique du concept d'Anthropocène, la nature différenciée et politique des responsabilités en jeu, avant de présenter les conséquences différenciées pour les populations, en termes d'expositions aux risques et de vulnérabilités. Face à ces constats, trois types de réponses s'articulent : engager politiquement le travail social, dont les interventions visent par essence à corriger les inégalités, à travers le travail social vert ; réhabiliter la justice sociale comme objectif premier dans la façon dont sont conduites l'ensemble des politiques publiques, notamment celles luttant contre le changement climatique, et, en corollaire, ébaucher les axes de transformation du système politique économique et social ; enfin, participer à une large réflexion sur l'établissement d'un nouveau système de responsabilité juridique, au sein duquel les services sociaux pourraient avoir un intérêt à agir.

Minima sociaux : la solidarité à la source doit encore faire ses preuves /

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005875/la-solidarite-a-la-source-doit-encore-faire-ses-preuves/>

Six mois après sa généralisation, le pré-remplissage des déclarations de ressources n'a pas entraîné l'explosion des dépenses sociales tant redoutée par les départements. Et si le but de la réforme était, en réalité, d'économiser sur ces prestations ?

Transformer des logements vacants en maisons d'enfants protégés

Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° 3330-3331, p. 6

Depuis, le Département du Nord exploite le patrimoine départemental inoccupé pour implanter de nouvelles MECS. Dispositif unique en France pour accroître la capacité d'accueil des enfants confiés à l'ASE.

[Retour sommaire](#)

Protection de l'enfance - La Scop Acteii innove au service des jeunes

Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° 3330-3331, p. 12-16

Dans les Côtes-d'Armor, cette Mecs offre un accompagnement « cousu main » à des jeunes de l'aide sociale à l'enfance aux vulnérabilités multiples. Un engagement collectif et multidisciplinaire qui, sous une forme coopérative, permet aussi de redonner du sens au travail social.

La création d'un statut communal pour les parents solos rompt leur isolement /

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 44-45

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005435/ris-orangis-la-creation-dun-statut-communal-pour-les-parents-solos-rompt-leur-isolement/>

Majoritairement composées de mamans solos, les familles monoparentales existent depuis toujours, et leur nombre s'accroît avec les évolutions sociétales. Cependant, la prise de conscience de leur précarité est récente.

La ville de Ris-Orangis, (Essonne, 30 300 hab.) a instauré un statut communal de la famille monoparentales, afin de faciliter l'accompagnement de ces publics vers l'accès à leurs droits.

Le social résiste dans le pré - Enquête [Dossier]

Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° 3330-3331, p. 27-40

Quelles sont les spécificités de l'accompagnement des publics vulnérables hors des villes ? Cet ancrage territorial - campagnes, zones de montagne, communes périurbaines - génère-t-il des difficultés supplémentaires ou, au contraire, représente-t-il un atout pour les professionnels ? La précarité est-elle vraiment moins pénible en pleine nature ?

A travers cette enquête, nous avons pris le pouls de cette intervention sociale des champs. Entre terre d'innovation et "via ferrata" périlleuse. . .

Au sommaire :

- Accès aux droits - Innover pour rompre l'isolement des campagnes
- Formation - Rester ancré dans le territoire
- Initiatives - Se rapprocher, coûte que coûte
- Portrait - Solene Gauthier : la pratique d'une enfant du pays
- Entretien - Clément Reservé : "il y a une forme de fatalisme dans le discours des jeunes ruraux"

Le pouvoir d'agir ne dépend pas que des usagers / BOIVIN Julia

Actualités sociales hebdomadaires, 10/2025, n° 3330-3331, p. 26-27

Souvent, lorsque je forme ou que j'organise des ateliers participatifs à destination des personnes accompagnées, cela commence de cette manière : « Je voulais savoir si c'est normal que les professionnels... » Et les anecdotes fusent : « ... me demandent de leur montrer mon justificatif d'achat quand je reviens des courses alors que je n'ai pas de mesure de protection ? » ; « ... m'ouvrent la porte quand je suis aux toilettes avant que je leur dise qu'ils peuvent rentrer ? » ... Ces ateliers sont généralement le moment où se déposent les incompréhensions, les questions sur leurs droits et leurs devoirs, mais aussi ceux des professionnels.

[Retour sommaire](#)

Le non-consentement introduit dans la définition du viol par l'Assemblée

Libération, 24/10/2025, p. 15

<https://www.liberation.fr/societe/droits-des-femmes/ceder-ne->

La chambre basse a adopté à une large majorité, ce jeudi 23 octobre, la proposition de loi, issue d'un compromis avec les sénateurs. Seuls les députés d'extrême droite se sont opposés à cette avancée législative.

Comment un département épaulé les malades du cancer

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 42

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005112/comment-un-departement-epaule-les-malades-du-cancer/>

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes gère une structure unique de soins de bien-être et de soutien aux personnes atteintes de cancer.

SPORT/LOISIRS/TOURISME

Sport

Les nouvelles conditions d'attribution du Pass'Sport

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 55

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005660/les-nouvelles-conditions-dattribution-du-passsport/>

Un décret du 8 juillet 2025 reconduit l'initiative pour 2025-2026, non sans en proposer une réforme importante. Décryptage en 4 points-clés.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000051872024>

Violences dans le sport : l'affichage devient obligatoire

Lagazettedescommunes.com – Club Acteurs du sport, 23/10/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/1006947>

Les gestionnaires d'établissements d'activités physiques et sportives ont jusqu'au 19 novembre 2025 pour afficher dans leurs équipements, "en un lieu visible de tous", une information sur les outils à disposition des victimes de violences ou de discrimination dans le sport. Sur le terrain, certaines collectivités ou clubs n'ont pas attendu pour agir.

[Retour sommaire](#)

Nouvelle stratégie RSE pour les établissements publics du sport (2025-2028) / MINISTERE DES SPORTS, 23/10/2025

<https://www.sports.gouv.fr/nouvelle-strategie-rse-pour-les-etablissements-publics-du-sport-2025-2028-9962>

Les établissements publics sous tutelle du ministère en charge des Sports jouent un rôle essentiel dans le développement de la pratique sportive et la transmission des valeurs du sport au service de la société. Tous se sont collectivement engagés dans une démarche de développement durable depuis 2020 par le déploiement de la charte des 15 engagements écoresponsables . Le 23 septembre 2025, à l'INSEP, une nouvelle stratégie responsabilité sociale et environnementale (RSE) ambitieuse et innovante a été adoptée par l'ensemble des directrices et directeurs d'établissements pour la période 2025-2028.

Elle s'articule autour de 3 axes majeurs :

- Assurer la transition écologique : alimentation responsable, mobilité durable, gestion des déchets, sobriété énergétique, préservation de la biodiversité. . .
- Garantir un environnement respectueux et inclusif : accessibilité, égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations, bien-être des agents et des usagers. . .
- Ancrer durablement l'établissement dans le territoire : gouvernance éthique, formation, communication responsable, partenariats locaux, implication des usagers. . .

Le sport, terrain de jeu du droit public [dossier]

Semaine juridique (La). Administration et Collectivités Territoriales, 20/10/2025, n° 42, p. 9-48

Au sommaire :

- Le sport français, une affaire publique, par Mathieu Maisonneuve
- Les modalités de gestion des équipements sportifs, par Renaud Tricon et Paul Pipitone
- Les droits et obligations de l'occupant des équipements sportifs, par Christine Maugüe
- Stades et ARENAS : quel(s) montage(s) contractuel(s) ? par Éric de Fenoyl
- La privatisation sportive de la mer : le cas de la route du Rhum, par Frédéric Allaire
- L'Agence nationale du Sport, par Rom Delechelle
- Le financement du sport professionnel par les collectivités territoriales, par Nathalie Gervais
- La police administrative spéciale des supporters, par Pierre Barthélémy
- La responsabilité des pouvoirs publics du fait des spectateurs, par Frédéric Garron

[Retour sommaire](#)

Tourisme

Locations touristiques : « Il faut manier la carotte fiscale plutôt que le bâton »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 20/10/2025, n° 2787, p. 20-21

<https://www.lagazettedescommunes.com/1005513/il-faut-manier-la-carotte-fiscale-plutot-que-le-baton/>

La loi du 19 novembre 2024 renforçant les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale a sérieusement affermi l'arsenal aux mains des mairies. Mais pour Sylvain Dejean, maître de conférences en économie à l'université de La Rochelle, seule une incitation fiscale rééquilibrerait les marchés en faveur du logement durable.

Airbnb, Booking, Leboncoin... les collectivités encore frileuses pour réclamer la taxe de séjour

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 22/10/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/1006889/airbnb-booki>

Meublés de tourisme réduisant le nombre de locations longue durée ou dysfonctionnements dans la collecte de la taxe de séjour : les collectivités sont conscientes de cette réalité qui les concernent. Pourtant, malgré des victoires récentes, notamment à l'île d'Oléron ou à La Rochelle, elles hésitent à engager une procédure, redoutant d'y laisser des plumes ou de perdre trop de temps...

URBANISME / TRANSPORTS / LOGEMENT

Urbanisme : plusieurs mesures de simplification définitivement adoptées au parlement

Association des petites villes de France, 16/10/2025

<https://www.apvf.asso.fr/2025/10/16/urbanisme-plusieurs-mesures-de-simplification-definitivement-adoptees-au-parlement/>

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, mercredi 15 octobre 2025, une proposition de loi visant à simplifier certaines règles d'urbanisme afin de faciliter et d'accélérer les projets de construction, sans pour autant prétendre résoudre à elle seule la crise du logement. Le texte poursuit un objectif clair : redonner aux maires des moyens d'action pour débloquer les projets de logement et d'aménagement, souvent freinés par la complexité administrative.

[Retour sommaire](#)

La ville du bien-être / BOCHER Rachel, BRUNET Margot, DAVIES SIMON
Cerveau&Psycho, 11/2025, n° 181, p. 54-59

<https://www.cerveauetpsycho.fr/sd/bien-etre/urbanisme-silence-nature-et-lien-social-les-cles-pour-une-ville-du-bien-etre-28254.php>

Devant les données montrant que les environnements bétonnés et bruyants favorisent les troubles anxieux et dépressifs, psychologues et architectes unissent leur savoir-faire pour penser une ville davantage compatible avec notre cerveau.

Le logement des jeunes est un défi économique et social mais aussi, politique : sans logement, comment se construire un avenir : 25 clés pour le logement des jeunes

Anah.gouv.fr, 17/10/2025

https://www.idcite.com/Parl-Le-logement-des-jeunes-est-un-defi-economique-et-social-mais-aussi-politique-sans-logement-comment-se-construire_a94669.html

Parl. - Le logement des jeunes est un défi économique et social mais aussi, politique : sans logement, comment se construire un avenir : 25 clés pour le logement des jeunes

Pour prendre en compte aussi bien les difficultés d'accès au logement des jeunes apprentis que des jeunes ménages primo-accédants, le rapport s'est intéressé aux jeunes de 16 à 29 ans. Les mineurs et les 18-29 ans représentent en effet les classes d'âge les plus touchées par la pauvreté.

Le rapport formule 25 propositions pour faire du logement des jeunes une priorité nationale, en agissant selon trois axes : programmer, accompagner, innover.

Le Laboratoire « Lille à hauteur d'enfants », une expérience d'intelligence collective

Metropolitiques.eu, 15/09/2025

<https://metropolitiques.eu/Le-Laboratoire-Lille-a-hauteur-d-enfants-une-experience-d-intelligence.html>

Que pourrait être une « ville à hauteur d'enfants » ? La Ville de Lille a créé un « Laboratoire » pour y répondre de façon concrète. Clément Rivière, son directeur scientifique, présente les résultats et quelques enseignements de cette expérience collective.

Encadrement des loyers : le dispositif devrait être étendu à toutes les communes situées en zone tendue, selon un rapport

Maire-info.com, 30/09/2025

<https://www.maire-info.com/logement/encadrement-loyers-dispositif-devrait-etre-etendu-toutes-les-communes-situees-en-zone-tendue-selon-un-rapport--article-30034>

Alors que l'expérimentation de ce dispositif doit s'achever fin 2026, deux députés réclament sa pérennisation et son amélioration. Pour eux, les communes limitrophes à celles qui y sont éligibles pourraient aussi y prétendre, sous certaines conditions. Une proposition de loi basée sur leurs recommandations devrait voir le jour.

[Retour sommaire](#)

Pour toute reproduction intégrale ou partielle du bulletin documentaire, veuillez mentionner la source - INSET Angers - dans le respect du Code de la Propriété intellectuelle

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Alexa Rouez**
Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**
Conception et réalisation : **Mathilde Descamps, Bérangère Guillet**
Tél. : 02 41 22 41 46

© 2025 CNFPT/ INSET D'ANGERS